

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1975)
Heft: 318

Artikel: Protection efficace des locataires : les bons motifs du Conseil fédéral ;
Plus strict qu'en 1970
Autor: [s.n.]
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1028633>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 06.02.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Léon Bloy et Karl Marx au Conseil national

L'émission « En direct avec... Jean Ziegler » n'a pas laissé indifférent. Les commentaires de presse ont été contrastés. Les avis du public se sont partagés.

Le conseiller national a reçu un courrier relativement abondant dans les jours qui ont suivi.

Soixante-quinze lettres ne constituent certes pas un échantillon du public ou de l'électorat suisse romand. Les prises de position, presque unanimement positives, reflètent souvent la lecture du quotidien habituel. Elles émanent trop fréquemment de personnes âgées, qui ont le temps d'écrire, et de citadins, qui ont privilégié l'homme politique de la ville, sociologue de surcroît. Elles reflètent parfois des liens de connaissance ou d'amitié. Mais elles constituent aussi des témoignages qui, dans leur singularité, ne manquent pas d'intérêt collectif.

Passons sur les critiques adressées au meneur de jeu et aux personnes chargées d'interroger Jean Ziegler. La presse a relevé la partialité du premier et l'agressivité de ses invités.

Restent trois remarques plus proprement politiques.

La première touche la qualité didactique de l'émission. Plusieurs citoyens ont ainsi pris conscience, pour la première fois, semble-t-il, de la face cachée des institutions politiques. Conseils d'administration, groupes de pression, rôle du pouvoir économique national et international, tout ce que l'éducation civique et l'école ont longtemps dissimulé derrière l'étude mystifiante des seules institutions juridiques est apparu en pleine clarté ce soir-là.

Ce qui apparaît aussi, c'est que politique et moralité font encore bon ménage chez nous. Du moins aux yeux de tous ceux qui disent partager les indignations du conseiller national devant l'injustice, la misère, l'insolence des puissants, le règne de l'argent. Le réquisitoire a porté moins par ce qu'il comportait de socialisme scientifique marxiste que de catholicisme nourri à la véhémence torturée d'un Léon Bloy.

L'enthousiasme, la foi ardente dans la cause défendue ne parlent pas seulement au cœur de la jeunesse. De vieux militants, souvent déçus et solitaires, ont retrouvé ce 29 avril au soir plus que le souvenir du passé, la force de croire encore

en l'avenir. Ils le disent avec la tranquille assurance de ceux qui n'ont en réalité jamais désespéré.

L'antiparlementarisme n'a pas en Suisse de racines très profondes. Toute l'histoire du mouvement ouvrier le prouve. L'habitude est au contraire de célébrer notre système politique de milices qui nous garantirait contre tout divorce entre le pays légal et le pays réel.

Les règles du jeu en échec

Pourtant, les trois remarques ci-dessus semblent indiquer que la réalité n'est pas si simple. Parce qu'il trouble les règles du jeu, remet en question le consensus national sur des points fondamentaux, et use d'un langage inhabituel, Jean Ziegler agace le monde politique suisse, jusque dans les rangs de son propre parti. Mais, dans l'opinion publique, son style et son action suscitent des échos, provoquent des réactions et réveillent des consciences. Car même le peuple le plus gavé de biens ne peut éternellement vivre pour lui-même à la seule recherche du profit matériel.

Protection efficace des locataires: les bons motifs du Conseil fédéral

Le Conseil fédéral n'est pas pressé. Si les Chambres le suivent cet été, l'initiative pour une protection efficace des locataires, déposée en 1973 par le Mouvement populaire des familles et les associations de locataires de Suisse romande et de Suisse alémanique, dormira une année de plus dans les tiroirs de l'administration.

Dans le « message » de l'exécutif, ces tergiversations se traduisent de la façon suivante :

« L'initiative populaire a été déposée le 30 juin 1973. Le Conseil fédéral doit donc présenter son rapport et ses propositions à l'Assemblée fédé-

rale jusqu'au 30 juin 1975. A l'heure actuelle, nous ne sommes pas encore en mesure de nous prononcer d'une manière complète sur l'initiative. Nous manquons en effet d'expériences relatives à l'application de la toute récente législation et d'une estimation assez sûre de l'évolution du marché du logement; d'autre part, des recherches sont encore en cours pour déterminer s'il est licite, en matière de baux, de prendre des mesures en vertu des dispositions constitutionnelles en vigueur. Nous vous proposons donc, en application de l'article 29, troisième alinéa, de

la loi sur les rapports entre les conseils, de prolonger d'une année le délai, expirant le 30 juin 1976, qui a été fixé pour répondre à l'initiative populaire du 30 juin 1973 pour une protection efficace des locataires. Le cas échéant, le Conseil fédéral devrait par conséquent vous soumettre son rapport et ses propositions jusqu'au 30 juin 1976 ».

Cela revient à dire, selon les autorités fédérales, qu'il faut d'abord attendre les effets de la loi sur l'encouragement à la construction en vigueur depuis le 1^{er} janvier de cette année. Mais la Confédération, c'est chose maintenant connue, manque de moyens financiers à cet effet...

Cela revient à dire, selon les autorités fédérales, qu'il faut attendre les effets de la modification

de l'arrêté instituant des mesures contre les abus dans le secteur locatif — notamment l'augmentation maximum de loyer autorisée sur la base de l'augmentation du taux hypothécaire. Mais c'est toujours au locataire d'attaquer le propriétaire en cas d'abus...

Cela revient à dire enfin, toujours selon les autorités fédérales, qu'il faut avoir foi dans l'effet stabilisateur de la récession dans l'industrie de la construction : les trente mille logements vacants pourraient peser lourd dans la balance ! Mais ces trente mille logements sont pour la plupart des logements de luxe ou des habitations très mal placées...

En résumé, le Conseil fédéral prêche tout bonnement la patience et réitère son attachement aux règles de la libre concurrence qui, depuis fort longtemps, n'ont rien apporté de bon aux locataires, et c'est le moins que l'on puisse dire. Derrière cette façade, toute en raisonnements juridiques et en explications socio-économiques, il faut voir aussi le jeu des pressions politiques. Faut-il rappeler que le Vorort s'est toujours opposé fermement à la dite initiative ? Voici ce qu'écrivait en octobre de l'année passée le rédac-

teur du bulletin de la Société pour le développement de l'économie suisse, entre autres : (...) « L'Etat devrait renoncer à tout renforcement de la surveillance des loyers, car elle entraverait le fonctionnement du marché du logement au lieu de le normaliser. Le 30 juin 1973, a été déposée une initiative populaire pour une protection efficace des locataires. Elle propose un contrôle intégral et total des loyers, y compris ceux des constructions nouvelles, selon les critères les plus stricts. Des dispositions visant à geler les prix des loyers des immeubles neufs et des anciens lorsqu'ils changent de propriétaire entraîneraient pratiquement un contrôle des prix d'achat. L'intervention de l'Etat serait plus poussée qu'elle ne l'a jamais été et paralyserait, au détriment des locataires, la construction et la rénovation des maisons d'habitation. Cette initiative doit être rejetée sans compromis ». On ne peut pas être plus clair ! Et voilà une prise de position qui a dû peser sur la décision du Conseil fédéral... plus que les signatures accompagnant l'initiative, à ce qu'il semble. En réalité, le Conseil fédéral refuse une fois de plus, de jeter les bases, fût-ce à long terme, d'une solution au problème du logement.

protection du locataire encore partielle; la nouvelle initiative impose une protection intégrale (principales caractéristiques : les loyers des choses louées pour la première fois sont soumis à autorisation, de même que les augmentations de loyer. Celles-ci ne sont accordées que si le rendement locatif obtenu jusqu'à ce jour est insuffisant pour permettre une rentabilité équitable des fonds propres et la couverture des charges effectives. De surcroît, le locataire bénéficie d'une protection contre les résiliations injustifiées, celles-ci étant annulées. Les congés justifiés peuvent être différés

dans leur terme ou annulés s'ils entraînent des conséquences pénibles pour le preneur).

Le texte en question (l'initiative est munie d'une clause de retrait) :

1. L'article 34 septies, deuxième alinéa, de la Constitution fédérale est remplacée par l'article 31 sexies nouveau, ayant la teneur suivante :

La Confédération édicte des dispositions sur les loyers immobiliers et sur la protection des locataires contre les résiliations injustifiées et les prétentions abusives.

2. Les loyers immobiliers ne peuvent être augmentés, même lors d'un changement de propriétaire ou de locataire, sauf autorisation. Celle-ci ne peut être accordée que pour des immeubles dont les comptes apporteront la preuve d'un rendement locatif insuffisant pour permettre une rentabilité équitable des fonds propres et la couverture des charges effectives. En cas de changement de main, le prix d'achat n'est pris en considération que dans la mesure où il ne dépasse pas la valeur de rendement moyenne d'objets comparables.*

3. Les loyers des choses louées pour la première fois sont soumis à autorisation. Pour les immeubles neufs, les loyers sont calculés sur la base du coût de revient; les coûts exagérés ne sont pas pris en considération.

4. Le congé donné par le bailleur sans justes motifs est annulé; s'il est justifié, mais entraîne des conséquences pénibles pour le preneur, il peut être différé dans son terme ou annulé. Ces dispositions s'appliquent même en cas de vente, de transformation ou de démolition de la chose louée. Sont spécialement protégés les locataires dont l'appartement est vendu en propriété par étage.

5. La Confédération édicte des dispositions analogues s'appliquant aux fermages et aux immeubles concédés en droit de superficie.

6. La Confédération peut faire appel au concours des cantons pour l'exécution de ces dispositions.

ANNEXE

Plus strict qu'en 1970

Rejetée le 27 septembre 1970 à une majorité relativement étroite, l'initiative pour le droit au logement et le développement de la protection de la famille aurait obligé la Confédération à prendre les mesures nécessaires pour assurer l'application du droit (s'il y avait eu néanmoins pénurie de logements dans un canton ou dans une agglomération, la Confédération aurait dû prendre des mesures limitées dans le temps afin de protéger les locataires contre les résiliations injustifiées, contre les loyers exagérés et contre toutes autres prestations abusives). Il s'agissait d'exiger une